

aussi le pont Victoria.—Mon hon. ami croit-il que nous aurions une construction de cette importance si la politique dont il fait profession avait été adoptée?

L'HON. M. J. S. MACDONALD—Nous ne demandons qu'à être laissés ce que nous sommes.

L'HON. M. ROSE—C'est impossible de rester ce que nous sommes aujourd'hui. Je voudrais, M. l'ORATEUR, vivre encore 25 ans, après que l'union projetée aura été consommée, pour me réjouir d'y avoir contribué quelque peu, si la prospérité des 25 années à venir devait être aussi grande que celle des 25 années passées. (Écoutez ! écoutez !) Mon hon. ami semble croire que le chemin de fer intercolonial est une entreprise d'un mérite douteux, si elle n'est pas absolument inutile. Mais croit-il que nous pouvions en toute sûreté continuer, comme nous le faisons, à dépendre, commercialement parlant, des États-Unis ? Ne nous sera-t-il jamais permis d'avoir un port de mer par lequel nous pourrions expédier nos marchandises et nos lettres ? Devons-nous rester à jamais dans la dépendance de la législation fiscale des États-Unis ? En devrions-nous venir au point que le fermier du Haut-Canada ne pourra expédier à l'étranger un baril de farine, ni le négociant du Bas-Canada un colis de marchandises, sans en avoir obtenu la permission des États-Unis ? Mon hon. ami est-il disposé à nous laisser à jamais dans cette dépendance commerciale ? Jo ne puis réellement croire que telle est sa pensée, et qu'aucune considération ne peut justifier la construction du chemin de fer intercolonial. Je crois avec lui que l'entreprise est considérable et importante et entraînera beaucoup de sacrifices de la part du pays : mais je prétends qu'on ne peut s'y soustraire. C'est une nécessité et il nous faut y obéir. Des raisons de sûreté publique et d'affaires nous y poussent, et nous ne saurions tarder d'en entreprendre la construction. N'avons-nous pas vu, il y a pas encore si longtemps, les États-Unis entraver notre transit chez eux par l'ordonnance des certificats consulaires, à tel point qu'on ne pouvait expédier un colis sur leurs chemins de fer sans l'accompagner d'un de ces certificats qu'il fallait payer, me dit-on, jusqu'à \$2.00, c'est-à-dire quelque fois plus que la valeur du colis lui-même ou le fret ? (Écoutez ! écoutez !) N'avons-nous pas vu le sénat des États-Unis s'occuper d'une proposition tendant à déterminer les règlements auxquels

il faudrait soumettre le transit étranger dans le but évident d'abroger le système en vertu duquel le Canada pouvait faire venir en entrepôt ses importations de l'Angleterre par les États-Unis ? Jo ne crains pas de dire que si le système américain de transit était aboli la moitié des négociants canadiens se trouveraient gravement compromis dans leurs affaires, si non ruinés du coup, (écoutez ! écoutez !)—car, en hiver, il serait impossible d'envoyer en Angleterre un seul baril de farine, ni d'en recevoir un seul ballot de marchandises. Nos négociants auraient à se pourvoir de marchandises pour douze mois, et le fermier deviendrait à la merci du marché du printemps et se trouverait forcé de vendre sur le champ à bonne composition ou non, car il n'aurait plus, comme aujourd'hui, un débouché toujours ouvert et en Angleterre et aux États-Unis. On voit donc qu'à tout prix la construction du chemin de fer intercolonial devra se faire, car il est impossible que nous continuions de rester isolés et dépendants comme nous le sommes aujourd'hui. C'est là un de ces désavantages de notre situation qu'il nous faut subir. Sans doute, il nous en coûtera beaucoup, mais nous devons nous y résoudre et le plutôt sera le mieux.

L'HON. PROC.-GÉN. CARTIER—D'ailleurs, nous devons toujours nous attendre à payer pour ce qui est bon.

M. T. C. WALLBRIDGE—Mais, quand la chose est mauvaise, que faire ?

L'HON. M. ROSE—Je termine. Je n'ai pas l'espoir de convertir mon hon. ami ; j'ai voulu lui prouver combien cette voie de communication est indispensable et combien il est nécessaire qu'elle se fasse. Personne ne peut prédire quel sera l'avenir de la république voisine, si elle restera une ou si elle se morcellera en deux ou plusieurs confédérations. Son avenir est sombre et incertain, car on ne saurait douter que, de quelque façon que les choses s'y règlent, elle sortira de ses luttes actuelles avec une dette énorme, et éprouvera des difficultés presque insurmontables à ramener dans son sein la paix et le bien-être d'autrefois. En comprenant bien les avantages naturels de notre position, —à moins que nous ne voulions les déprécier de propos délibéré, — nous pouvons nous assurer des relations avantageuses avec elle ; tant que le St. Laurent et l'Ottawa continueront de couler, tant que les lacs ne s'assècheront pas, ils seront les routes naturelles des pays de l'Ouest vers l'Océan, et